

L'EUROPE DOIT S'ÉLEVER À LA HAUTEUR DES DÉFIS

Dr. Franziska Brantner (Députée au Deutscher Bundestag, Bündnis 90/Die Grünen), Laurent Cohen-Tanugi (Avocat et essayiste), Daniel Cohn-Bendit (Homme politique et essayiste, Europe Écologie-Les Verts), Prof. Dr. Henrik Enderlein (Directeur du Jacques Delors Institut - Berlin, Vice-Doyen de la Hertie School of Governance), Hervé Gaymard (Député à l'Assemblée nationale, Les Républicains), Sylvie Goulard (Députée au Parlement européen, ALDE), Elisabeth Guigou (Députée à l'Assemblée nationale, Parti socialiste), Anne-Marie Le Gloannec (Directeur des études, Science Po Paris), Thomas Oppermann (Député au Deutscher Bundestag, SPD), Dr. Norbert Röttgen (Député au Deutscher Bundestag, CDU), Prof. Dr. Heinrich August Winkler (Historien)

Cet appel co-signé par des acteurs politiques et académiques allemands et français est paru le 17 mars dans *Les Échos*, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et le *Financial Times*.

Les 28 États membres de l'Union européenne (UE) sont mis à l'épreuve par la crise des réfugiés, la crise économique et monétaire qui génère un chômage des jeunes massif et persistant, par les guerres et les conflits qui secouent ses voisins. Aucun de ces défis ne peut être relevé par un État isolément ; chacun d'entre eux somme les États d'être solidaires.

Il est donc crucial de surmonter la crise de solidarité qui paralyse l'Europe actuellement. Dans un contexte difficile, les accusations entre États fusent de toutes parts. La situation est pourtant trop grave pour perdre du temps en récriminations.

Nous voulons aller de l'avant ensemble. Nous en sommes persuadés : il faut embrasser ces défis d'un seul regard. Il ne saurait y avoir de solidarité partielle. Ce n'est que dans une perspective globale que la solidarité pourra prévaloir et que des solutions pourront se dessiner. Et c'est sur la force de la coopération et de la compréhension franco-allemande que repose tout progrès.

La recherche d'un compromis d'ensemble nous oblige à sortir des sentiers battus et à emprunter de nouveaux chemins, parfois risqués. Car c'est la vertu du compromis et non l'égoïsme national qui, des décennies durant, a fait avancer le processus d'unification européenne.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Premièrement, que les pays de l'UE soient prêts à concéder provisoirement des déficits budgétaires plus élevés aux pays qui souffrent d'un fort taux de chômage des jeunes, en assortissant cette concession d'efforts de réformes en faveur d'un fonctionnement plus efficace des marchés et du secteur public, de l'excellence de l'éducation et de la formation.

Deuxièmement, que dans ses rapports avec la Russie, l'Union européenne demeure sur la ligne politique jusqu'ici conduite à l'unisson, en particulier quant aux conditions à réunir pour la levée des sanctions. Et que l'Allemagne accepte de débattre de sa politique énergétique extérieure en termes géopolitiques et de la mesurer aux objectifs européens, la révision du Nord Stream II relevant de ce débat.

Troisièmement, que la question des réfugiés soit abordée de concert. Les 28 États membres doivent apporter la garantie de contributions justes et durables pour stabiliser les pays voisins de la Syrie, notamment via le financement de l'aide aux réfugiés des Nations Unies. Le contrôle des frontières extérieures de l'Union doit être organisé et financé au niveau européen. La coopération avec la Turquie, de ce point de vue, est certes importante, mais l'UE ne saurait en dépendre. La collaboration avec la Turquie doit se faire sur la base des principes européens de l'État de droit, ainsi que des intérêts de l'UE tels que la promotion du processus de paix en Syrie.

Quatrièmement, Schengen et politique d'asile commune doivent aller de pair, tout comme monnaie unique et politique économique commune. Des aides financières directes doivent donc être mises en place pour assurer la gestion des frontières, ainsi que l'enregistrement, la répartition et l'hébergement des réfugiés. Qui ne participe pas à l'accueil des réfugiés doit contribuer à un système de compensation.

La crise de l'Union européenne n'est pas une catastrophe naturelle. Elle a des origines politiques et doit être résolue par la politique. N'espérons donc pas qu'un miracle de la nature nous aidera, mais attaquons-nous ensemble aux défis. Au travail !

Sur les mêmes thèmes...

AMPLIFIER LES SIGNAUX POSITIFS ET AGIR À LA SOURCE

António Vitorino, *Tribune*, Institut Jacques Delors, mars 2016

LA SÉCURITÉ DE L'UE : UNE URGENCE POLITIQUE

Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Eneko Landaburu, Elisabeth Guigou, Etienne Davignon, Nicole Gnesotto, Philippe De Schoutheete, Elvire Fabry, Nicole Koenig et Thomas Pellerin-Carlin, *Tribune*, Institut Jacques Delors, mars 2016

SCHENGEN À L'ÉPREUVE : ENJEUX ET PERSPECTIVES POLITIQUES

Yves Bertoncini et António Vitorino, *Policy paper No 158*, Institut Jacques Delors, janvier 2016

«SCHENGEN» : COURSE CONTRE LA MONTRE OU JEU DE DUPES ?

Yves Bertoncini et António Vitorino, *Tribune*, Institut Jacques Delors, janvier 2016

« UNE SOUVERAINETÉ PARTAGÉE POUR CONTRÔLER DES FRONTIÈRES DÉJÀ PARTAGÉES »

António Vitorino, *Tribune*, Institut Jacques Delors, décembre 2015

SCHENGEN EST MORT ? VIVE SCHENGEN !

Jacques Delors, António Vitorino, Yves Bertoncini et Les membres de notre Comité européen d'orientation 2015, *Tribune*, Institut Jacques Delors, novembre 2015

Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction de l'allemand • © Institut Jacques Delors

